



CHAPITRE 56

Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes

[Sanctionnée le 13 juin 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 157,
a. 1a, aj.

1. La Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts re-fondus, 1964, chapitre 157) est modifiée par l'addition, après l'article 1, de l'article suivant:

Applica-
tion.

«**1a.** La présente loi lie le gouvernement, ses ministères et organismes».

S.R.,
c. 157,
a. 2, mod.

2. L'article 2 de ladite loi, modifié par l'article 33 du chapitre 60 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«machine
fixe»;

«1° Les mots «machine fixe» comprennent les appareils suivants, lorsqu'ils sont utilisés dans un édifice public ou un établissement visé par la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149) ou par la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150):

a) une chaudière ou un générateur à vapeur, à eau chaude ou à autre corps fluide;

b) un moteur ou une turbine à vapeur;

c) un appareil frigorifique;

d) un moteur à combustion interne;

e) tout autre appareil déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil;

f) la tuyauterie et les accessoires servant au fonctionnement des appareils visés aux paragraphes a à e.»

S.R.,
c. 157,
a. 6, mod.

Certificat
équivalent.

3. L'article 6 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Les examinateurs peuvent, conformément aux critères déterminés par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, émettre le certificat visé à l'article 9 à une personne détenant un certificat équivalent délivré par une autre province, un pays étranger ou un organisme qu'ils reconnaissent à cette fin.»

S.R.,
c. 157,
aa. 9a-9d,
aj.

Suspension
ou révoca-
tion de
certificat.

4. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, des articles suivants:

«**9a.** Un certificat peut être suspendu ou révoqué pour des causes jugées suffisantes par les examinateurs.

Demande
de révision
de décision.

«**9b.** Le mécanicien de machines fixes dont le certificat est suspendu ou révoqué, peut demander au bureau des examinateurs de réviser une décision qu'il a rendue en vertu de l'article 9a et dont il n'a pas été interjeté appel au tribunal visé à l'article 9c:

a) pour faire valoir des faits nouveaux qui, s'ils avaient été connus en temps utile, auraient pu justifier une décision différente;

b) lorsqu'il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

c) pour faire corriger quelque erreur matérielle.

Délai.

La demande à cet effet doit être adressée au bureau des examinateurs, par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception d'une copie de la décision sous pli recommandé.

Appel.

«**9c.** Le mécanicien de machines fixes dont le certificat est suspendu ou révoqué, peut en appeler au tribunal du travail institué par le Code du travail de toute décision rendue par le bureau des examinateurs en vertu de l'article 9a ou de l'article 9b.

Délai.

L'appel doit être formé dans les trente jours de la date à laquelle la décision a été rendue au moyen d'un avis énonçant:

a) le nom et le domicile du requérant;

b) la date et la nature de la décision du bureau des examinateurs;

c) les faits pertinents;

d) les conclusions recherchées.

Décision.

«**9d.** Le tribunal du travail siégeant en appel peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

Aucun
appel.

La décision rendue par le tribunal du travail est sans appel.»

S.R.,
c. 157,
a. 10, mod.

5. L'article 10 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) Assurer la surveillance d'une machine fixe en fonctionnement lorsqu'un règlement l'exige;».

S.R.,
c. 157,
a. 12, mod.

6. L'article 12 de ladite loi est modifié:

a) par l'addition, après le paragraphe *g* du premier alinéa, des paragraphes suivants:

«*h*) Déterminer le mode de surveillance d'une machine fixe en fonctionnement suivant le type, la puissance et le site de cette machine fixe;

«*i*) Déterminer tout appareil visé au sous-paragraphe *e* du paragraphe 1° de l'article 2;

«*j*) Déterminer les critères selon lesquels les examinateurs peuvent émettre un certificat à une personne détenant un certificat équivalent délivré conformément à l'article 6.»;

b) par l'abrogation du deuxième alinéa.

S.R.,
c. 157,
aa. 12a,
12b, aj.
Prépubli-
cation.

7. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 12, des articles suivants:

«**12a.** Un règlement adopté en vertu de la présente loi doit être précédé d'un projet qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis spécifiant que toute objection à son adoption doit être formulée dans les quarante-cinq jours.

Étude ou
enquête.

Le ministre peut ordonner toute étude ou enquête sur le bien fondé de toute objection formulée à la suite de cet avis.

Adoption
et avis.

«**12b.** Après l'expiration du délai, ou, le cas échéant, après la tenue de l'étude ou de l'enquête dont fait mention l'article 12, le projet de règlement est soumis pour adoption par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un avis de l'adoption du règlement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*, accompagné du texte des modifications, s'il en est.

Entrée
en vigueur.

Ce règlement entre en vigueur le jour de cette publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.»

S.R.,
c. 157,
a. 14,
remp.
Infractions.

8. L'article 14 de ladite loi est remplacé par les suivants:

«**14.** Commet une infraction quiconque:

a) entrave ou moleste un inspecteur ou autre fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions;

b) fait une fausse déclaration pour l'obtention d'un certificat ou relativement à toute information fournie en vertu de la loi ou des règlements;

c) agit comme mécanicien de machines fixes sans détenir le certificat requis;

d) viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité.

Peines.

« **14a.** Quiconque commet une infraction prévue à l'article 14 est passible, si aucune autre pénalité n'est prévue pour cette infraction, en outre du paiement des frais:

a) dans le cas d'un individu, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq cents dollars;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus mille dollars;

c) pour une première récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au double des amendes prévues aux paragraphes a ou b, selon le cas;

d) pour toute autre récidive dans les deux ans, d'une amende dont le montant ne doit pas être inférieur ni supérieur au triple des amendes prévues aux paragraphes a ou b, selon le cas. »

S.R.,
c. 157,
a. 15, remp.

9. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Poursuites.

« **15.** Toutes les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par l'inspecteur ou par une personne désignée à cette fin par le ministre.

Idem.

Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

Poursuites.

Aucune poursuite ne peut être intentée pour une infraction à la présente loi et à ses règlements lorsque plus d'une année s'est écoulée à compter de la date où l'infraction a été portée à la connaissance de l'inspecteur.

Amendes.

Les amendes prévues par la présente loi sont versées au fonds consolidé du revenu. »

S.R.,
c. 157,
a. 17, aj.

10. Ladite loi est modifiée par l'addition après l'article 16, de l'article suivant:

Avis
préalable.

« **17.** Sauf en cas de récidive dans les deux ans, aucune poursuite pénale n'est intentée en vertu de la présente loi ou de ses règlements à moins que la personne autorisée à l'intenter n'ait adressé par la poste au contrevenant un avis préalable décrivant l'infraction et spécifiant l'amende minimum, le montant des frais et l'endroit où le paiement doit être fait dans les dix jours suivant l'avis.

Païement. Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

**Présomp-
tion.** Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

**Responsa-
bilité
civile.** Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

**Défaut de
recevoir
avis.** Le défaut de recevoir l'avis requis par le présent article ne peut être invoqué à l'encontre d'une poursuite pour infraction et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été envoyé, ni d'en faire la preuve. Mais, si l'inculpé, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite qu'il n'a pas reçu cet avis, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

**Montant
des frais
déterminé
par règle-
ment.** Le montant des frais prévu au premier alinéa est déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Les articles 12a et 12b ne s'appliquent pas à ce règlement.

**Entrée en
vigueur du
règlement.** Un tel règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée».

1969, c. 51,
a. 96, ab. **11.** L'article 96 du chapitre 51 des lois de 1969 est abrogé.

**Entrée
en vigueur.** **12.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.